

Service santé et protection animale, environnement  
1120 route de Saint-Gilles  
Mas de l'agriculture  
30023 Nîmes

NIMES, le 08/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ESTHIMA (INCINERIS)**

8 RUE LOUIS NEEL  
59260 Lezennes

Références : DDPP30 2023 01156  
Code AIOT : 0006605893

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2023 dans l'établissement ESTHIMA (INCINERIS) implanté ACTIPARC LE GREZAN Rue Nicolas APPERT 30900 Nîmes. L'inspection a été annoncée le 15/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESTHIMA (INCINERIS)
- ACTIPARC LE GREZAN Rue Nicolas APPERT 30900 Nîmes
- Code AIOT : 0006605893
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ESTHIMA (INCINERIS) est un établissement d'incinération d'animaux de compagnie et une installation de transit et de regroupement de déchets de soins vétérinaires sur la commune de Nîmes. Elle est autorisée par arrêté préfectoral N° 14.145 N du 02/10/2014 au titre des rubriques ICPE n° 2740 et 2718.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- dossier ICPE
- eau et rejets
- prévention des risques accidentels
- déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Valeurs limites.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 21	/	Sans objet
10	Généralités.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 24	/	Sans objet
13	Rétentions des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 02/10/2014, article 8 4 1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dossier installation classée.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3	/	Sans objet
2	Propreté et lutte contre les insectes et nuisibles.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5	/	Sans objet
3	Conditions de réception et de stockage des cadavres	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.I	/	Sans objet
4	Déchets et cendres.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.	/	Sans objet
6	Dispositifs de prétraitement.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	/	Sans objet
8	Raccordement à une station d'épuration collective.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	/	Sans objet
11	Déchets et SPAN	Arrêté Préfectoral du 02/10/2014, article 1.6.4	/	Sans objet
12	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/10/2014, article 5.1.2.1	/	Sans objet
14	Moyens de lutte contre l'incendie.	Arrêté Préfectoral du 02/10/2014, article 8.5.3	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien entretenu.

Néanmoins quelques non-conformités non majeures ont été relevées lors du contrôle concernant de légers dépassements d'émission de dioxyde de soufre, l'impossibilité de vérifier la capacité de rétention du stockage des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.

L'inspection est en attente des différents documents suivants (justificatifs pour les non-conformités pré-citées et autres documents non consultables pendant le contrôle) :

- le tableau justificatif des mesures correctives prises pour les dépassements d'émission du dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) (four FT 250 R),
- les résultats de la prochaine campagne de mesures des rejets atmosphériques dès que réalisée,
- les caractéristiques techniques des 4 bacs de rétention (deux modèles différents),
- la preuve photographique de la bonne rétention de l'entiereté des bidons stockés,
- la facture de l'intervention de l'électricien du 22/05/2023 concernant la remise en conformité relevée lors de la dernière vérification de la sécurité incendie,
- la copie du mail d'échange avec Nîmes Métropole concernant les dégrilleurs.

Il est à noter que tout dépassement des VLE doit être reporté dans le bilan annuel communiqué à l'inspection ICPE avec justification et/ou mesures correctives prises.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :- le registre des informations et enregistrements demandés aux articles 10 et 25 ;- les résultats des mesures sur les effluents des dix dernières années ;- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les documents suivants ont pu être consultés pendant l'inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>- les résultats des mesures d'émissions gazeuses (selon les prescriptions du chapitre VII de l'APMG du 06/06/2018) le dernier en date réalisé par Kali'Air du 09/03/2023,</li><li>- les rapports d'analyses des effluents (dernier en date du 30/03/2023 réalisé par Terra Contrôle,</li><li>- le registre des incidents et accidents (aucune entrée pour 2022 et début 2023),</li><li>- le dossier recueillant les documents commerciaux mentionnant notamment la date de réception, la date d'incinération, le poids du cadavre ou du lot.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Propreté et lutte contre les insectes et nuisibles.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> L'ensemble du site présente un état d'entretien et de propreté correct. La lutte contre les nuisibles est réalisée par l'entreprise AVIPUR, la dernière intervention (dératisation/désinsectisation) date du 05/04/2023, le rapport précise qu'aucune présence de nuisible sur les appâts mis en place n'a été détectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Conditions de réception et de stockage des cadavres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10.I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réception et stockage des cadavres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Les cadavres ou lots de cadavres d'un poids atteignant au maximum 100 kg sont livrés dans des emballages étanches, sauf lorsqu'ils sont apportés directement et individuellement par un particulier.  Les cadavres de plus de 100 kg ne peuvent être introduits sur le site que dans des conteneurs ou véhicules couverts, étanches aux liquides et fermés le temps du transport.  Chaque emballage ou éventuellement chaque cadavre porte une identification permettant de faire le lien avec les informations fournies par le détenteur ou le propriétaire du cadavre.  Hormis les parties de cadavres issues d'actes vétérinaires, les cadavres sont réceptionnés entiers et aucune découpe n'est réalisée entre la réception et l'incinération.  Pour chaque cadavre ou pour chaque lot livré, l'exploitant enregistre et conserve pendant deux ans les informations suivantes, qu'il peut enregistrer sur le document commercial ou le certificat sanitaire prévus par les règlements susvisés : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de réception ;</li><li>- la date d'incinération ;</li><li>- le poids du cadavre ou du lot.</li></ul>
<b>Constats :</b> Au moment du contrôle un cadavre de cheval a été pris en charge, il a été apporté dans un van complètement fermé, il a ensuite été déchargé sur la bâche plastifiée qui le contenait avant d'être placé en chambre froide avant son traitement par incinération. Le document d'accompagnement commercial de cet animal a été consulté. A son arrivée le logiciel de traçabilité a été complété par un technicien (date de réception et poids du cadavre, la date d'incinération étant rentrée lorsque celle-ci est effective).  Les autres cadavres plus petits présents dans la chambre froide sont dans des sacs plastiques placés dans des conteneurs.  L'identification du cadavre est assurée par une plaque en métal IDS qui le suit jusqu'à l'incinération.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Déchets et cendres.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cendres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage des cendres non rendues aux propriétaires des animaux incinérés s'effectue sur une aire ou dans un réceptacle étanche avant d'être éliminées. Elles sont protégées de la pluie et des envols.
<b>Constats :</b> Les cendres non rendues aux propriétaires sont déposées dans un réceptacle situé à l'extérieur donnant sur une cuve étanche en dessous. Un système de couvercle en alu ferme le réceptacle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Dispositifs de prétraitement.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prétraitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont équipées, au minimum, de dispositifs de prétraitement des effluents liquides constitués de cribles dont les mailles n'excèdent pas 6 mm ou de systèmes équivalents. Les refus de dégrillage sont incinérés.
<b>Constats :</b> Il a été observé par l'inspection la présence de dispositifs de pré-traitement répondant à la réglementation (mailles n'excédant pas 6 mm).
<b>Observations :</b> Comme vu avec le directeur pendant l'inspection, le mail d'échange sur le dégrilleurs entre l'établissement et Nîmes Métropole est attendu par l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Raccordement à une station d'épuration collective.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de raccordement à une station d'épuration collective, les dispositions des articles 34 et 35 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent.
<b>Constats :</b> L'établissement a une autorisation, par arrêté communautaire, de déversement des eaux usées autres que domestiques au réseau public collectif d'eaux usées de la communauté d'agglomération Nîmes Métropole du 13/10/2022. Les dernières analyse d'effluents datant du 30/03/2023 font état des résultats suivants : DCO : 863 mg/l DBO5 : 396 mg/l MES : 140 mg/l N : 35,1 mg/l P : 25,5 mg/l Ces résultats respectent les VLE et les dispositions des articles 34 et 35 de l'arrêté du 02/02/1998.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Valeurs limites.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 21		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE rejets atmosphériques		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau de l'article 26.</b>		
<b>Polluants</b>	<b>Valeur limite d'émission à chaque cheminée</b>	
	<b>Pour les installations d'une capacité de moins de 10 tonnes par jour</b>	<b>Pour les installations d'une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (1)</b>
poussières totales (mg/Nm <sup>3</sup> )	100	10
monoxyde de carbone (mg/Nm <sup>3</sup> )	100 150 (pour les installations de faible capacité)	25
composés organiques volatils non méthaniques (mg/Nm <sup>3</sup> )	20 40 (pour les installations de faible capacité)	10
oxydes d'azote (mg/Nm <sup>3</sup> )	500	175
chlorure d'hydrogène (mg/Nm <sup>3</sup> )	100	10
dioxyde de soufre (mg/Nm <sup>3</sup> )	300	30
total des métaux lourds (antimoine + arsenic + chrome + cobalt + cuivre + manganèse + nickel + plomb + vanadium) mg/Nm <sup>3</sup>	5	0,5
cadmium + thallium (mg/Nm <sup>3</sup> )		0,05
mercure (mg/Nm <sup>3</sup> )		0,05
dioxines et furanes (2) (ng/Nm <sup>3</sup> )	0,1	0,1
ammoniac (mg/Nm <sup>3</sup> )		10
<p>(1) Les valeurs à prendre en compte pour les installations d'une capacité supérieure à 10 tonnes par jour sont définies conformément aux meilleures techniques disponibles relatives au traitement par incinération des sous-produits animaux décrites dans le BREF abattoirs et équarrissage (mai 2005).</p> <p>(2) Pour déterminer la concentration totale en dioxines et furanes comme la somme des concentrations en dioxines et furanes, il convient, avant de les additionner, de multiplier les concentrations massiques des dibenzoparadioxines et dibenzofuranes par les facteurs d'équivalence tels que précisés à la partie 2 de l'annexe VI de la directive 2010/75 susvisée, en utilisant le concept d'équivalent toxique. Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures. Pour les installations de faible capacité, cette période est réduite à deux heures lorsque le four ne fonctionne pas plus de deux heures d'affilée.</p>		
<b>Constats :</b> Le rapport de la dernière campagne de mesures sur les rejets atmosphériques fait état d'un léger dépassement concernant le dioxyde de soufre (320 mg/Nm <sup>3</sup> au lieu de 300 max) pour le four FT 250 R. En consultant les rapports de 2022, le dépassement pour le SO <sub>2</sub> était un peu plus fort. Entre 2022 et 2023, l'exploitant a pris la mesure corrective suivante qui a amélioré le rejet : - correction de la température en post combustion		
<b>Observations :</b> Un tableau récapitulatif des mesures correctives déjà prises et de celles qui vont être mises en place est attendu par l'inspection. La prochaine campagne de mesures est à envoyer à l'inspection sans attendre l'envoi du bilan annuel.		
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites - délai 30 jours		

## N° 10 : Généralités.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par une personne ou un organisme compétent. Le programme de surveillance des émissions respecte également les conditions fixées au présent chapitre. Les résultats des mesures sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées et immédiatement en cas d'anomalie. En ce qui concerne les mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.
<b>Constats :</b> Un bilan annuel est adressé en début de chaque année par l'établissement. Celui de 2022 a été reçu en mars 2023, mais il ne fait pas état des légers dépassements de SO <sub>2</sub> pour le four FT 250 R pourtant constaté par l'inspection lors du contrôle (coefficient de correction appliqué).
<b>Observations :</b> L'inspection attend dans le bilan annuel le report de tous les écarts de VLE et leurs justifications et/ou mesures correctives. La justification pour le dépassement de SO <sub>2</sub> est attendu.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites - délai 30 jours

## N° 11 : Déchets et SPAN

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2014, article 1.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> (art 1.6.4) quantités max de déchets et SPAN sur le site - DASRI : 1t - MNU Cytotoxique : 0,2t - fixateurs / révélateurs : 3 t - MNU non cytotoxiques : 0,1 / 0,3 m <sup>3</sup> (*****) - films usagés : 0,6t - cadavres d'animaux : 30 t - cendres d'incinération : 5t - résidus de fumée
<b>Constats :</b> Il a été procédé au calcul à l'instant t du tonnage de cadavres présents sur le site : 13614 kg.  Présence d'une benne de 10 M <sup>3</sup> pour les cendres qui est presque pleine. Afin de déterminer la densité de ces cendres (présence de nombreux résidus de petits os), il a été pesé par l'exploitant en présence de l'inspection un seau de cendres (58 l pour un poids de 27,5 kg), ce qui donne une densité de 0,47 et donc pour une benne de 10m <sup>3</sup> un poids de cendres inférieur à 5t.  Les quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site sont respectées.
<b>Observations :</b> L'exploitant a fait part à l'inspection que les années précédentes, avant le changement de prestataire (fin 2022), le stockage des cendres était effectué dans plusieurs bennes de 15 m <sup>3</sup> , cela constituait à l'époque une non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 12 : Prélèvements et consommations d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2014, article 5.1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de raccordement à un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. Les volumes d'eau utilisés à partir d'un réseau public sont mesurés par le compteur dont est équipé le branchement.
<b>Constats :</b> Présence de compteurs et de sous-compteurs de consommation d'eau. Le relevé des compteurs est fait de façon hebdomadaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 13 : Rétentions des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2014, article 8 4 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduelles. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li><li>- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li></ul>
<b>Constats :</b> Présence d'1 cuve de 1000 l (Acronal PLUS 6257), d'une cuve en métallique de fixateur/révéléateur d'une contenance de 1000 l et de quelques bidons de 10 l. Ces cuves et bidons sont placés sur 4 bacs de rétention. Les caractéristiques techniques et la capacité des différents bacs de rétention n'ont pas pu être vérifiés. 2 bidons de détergent (SOD 390) sont positionnés en dehors des bacs de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites - délai 15 jours

**N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2014, article 8.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. La périodicité de vérification est a minima annuelle.
<b>Constats :</b> Sécurité incendie : Présence de 21 extincteurs, la dernière vérification date du 25/04/2023 par la société DESAUTEL. Le rapport fait état d'une non-conformité (chargeur mural). L'intervention de l'électricien (SARL VALLAT IRRIG ELEC de Marguerittes) a eu lieu le 22/06/2023. Le devis a été consulté et la facture sera envoyée à l'inspection dès réception.  Sécurité électrique : Le dernier rapport de vérification périodique des installations électriques de la société SOCOTEC date du 14/10/2022, il fait état d'aucune non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite